

Ultimatum citoyen au gouvernement espagnol : des élections convoquées avant le 15 novembre

Une affiche au balcon pour exiger des élections : Reinicia España voit le jour. Sociedad Civil Española met les fichiers à disposition pour que chacun produise et accroche la sienne.

Madrid, le 26 août 2026. Sociedad Civil Española, plateforme qui rassemble plus d'une centaine d'associations de la société civile, a lancé Reinicia España : une initiative qui réclame au chef du gouvernement la convocation d'élections générales et fixe une date limite. Le décret doit être publié au journal officiel (BOE) avant le 15 novembre. La demande s'exprime de la façon la plus simple possible : une affiche jaune au balcon permettant d'appuyer sur le bouton de redémarrage et de redressement de l'Espagne lors des prochaines élections générales. Il ne s'agit pas de demander un vote pour un parti, mais du peuple souverain qui exige de voter maintenant.



Reconstitution générée par ordinateur. Ce n'est pas une photographie réelle : elle illustre l'objectif de l'initiative.

Une indignation qui vient de loin

C'est le ras-le-bol accumulé depuis des années. L'initiative le résume en trois mots : abandonnés, épuisés et alarmés.

Abandonnés face à nos frontières, face aux catastrophes, face au monde agricole, lors d'urgences nationales très graves qui auraient pu être évitées, ou aux obsèques des gardes civils qui meurent faute de moyens. **Épuisés** par la pénurie de logements, par le panier de courses, par les listes d'attente, par les fins de mois impossibles, par les hausses d'impôts, par la difficulté de faire vivre une entreprise entre les obstacles, par le manque de perspectives et d'avenir, par un scandale chaque jour, par le fait de n'avoir aucune voix. **Alarmés** par la perte de la séparation des pouvoirs, par la corruption, par l'ingérence dans la Justice, par l'usage partisan des médias, par une loi qui a fait sortir de prison des violeurs, par un procureur général de l'État condamné, par le blocage du renouvellement des organes de contrôle, par les nominations de complaisance, par le fait de gouverner avec ceux avec qui l'on avait juré de ne jamais gouverner, par le fait de gouverner sans budget et à coups de décrets-lois, par la panne qui a plongé le pays dans le noir, par le manque d'investissement dans l'entretien du pays, par la volonté de museler l'UCO, l'unité de la Garde civile chargée des enquêtes sur la corruption, par la destruction de la classe moyenne, par la dérive autocratique, par le mépris envers les victimes, par l'absence de sens de l'État... La crise de Ceuta a été la goutte de trop.

S'y ajoute quelque chose de plus difficile à mesurer : les scandales se sont succédé à un tel rythme qu'ils ne surprennent plus. Beaucoup d'Espagnols décrivent une sensation d'anesthésie, celle de s'être habitués à ce à quoi personne ne devrait pouvoir s'habituer, et la certitude que ce gouvernement les a laissés de côté. Et une conviction de plus en plus répandue : demain il y aura un scandale encore plus grand.

Une impuissance d'origine constitutionnelle

À cette indignation s'ajoute un fait qui explique une grande part de l'impuissance : en Espagne, la faculté de convoquer des élections anticipées appartient exclusivement au chef du gouvernement. C'est lui qui peut dissoudre les Cortes et avancer le scrutin. Le Roi formalise le décret, mais la décision lui revient.

Les citoyens, en revanche, ne disposent d'aucun mécanisme pour les provoquer : ni référendum, ni initiative législative populaire, ni recours d'aucune sorte. Aussi large que soit le mécontentement, il n'existe pas de voie institutionnelle pour le porter jusqu'aux urnes avant la fin de la législature.

D'où, expliquent-ils, la forme qu'a prise l'initiative. S'il n'y a pas de voie institutionnelle, il reste celle que la Constitution reconnaît à tout citoyen : s'exprimer librement. Une affiche à un balcon, c'est exactement cela.

C'est aussi, soulignent-ils, la réponse à une demande qui se répète depuis des mois dans les conversations et sur les réseaux sociaux : celle de nombreuses personnes qui mesurent la gravité de la situation, veulent faire quelque chose et ne trouvent pas comment. « Qu'on nous convoque à quelque chose » est une phrase que l'on lit et que l'on entend depuis longtemps. L'association assume là son rôle : ne convoquer au nom de personne, mais donner les moyens à chacun d'élever la voix par lui-même, depuis chez lui.

« *L'Espagne est bloquée. Pas sur un point : sur tout. Il est temps de la redémarrer.* »

Marcos de Quinto, comité de coordination de Reinicia España

Comment participer

L'initiative ne demande ni argent ni adhésion. Elle demande une présence visible, et propose ces façons de participer :

- **Accrocher l'affiche.** À un balcon, une fenêtre, une vitrine ou une voiture. Les fichiers sont sur reiniciaespana.org en plusieurs formats, de la feuille A4 à la bache de façade, pour que chacun produise la sienne où il préfère.
- **Faire passer.** C'est aussi important que de l'accrocher. L'initiative n'a pas de budget publicitaire : elle dépend de chacun pour la transmettre par WhatsApp à ses groupes, la partager sur les réseaux ou simplement en parler à son voisin. Le site propose des images prêtes à partager et un cadre pour la photo de profil.
- **Impulser la diffusion à grande échelle.** Un panneau publicitaire, une bache de façade, une annonce dans la presse ou un dépôt de tracts dans le quartier. Le site invite les entreprises et les particuliers à impulser ce type de diffusion de leur propre initiative, et les médias qui le souhaitent à s'y joindre en accordant de l'espace à l'initiative. Les indications et les fichiers pour chaque format y sont publiés.
- **Participer en tant qu'association ou entreprise.** L'accrocher au siège, en vitrine ou sur la camionnette. Le site propose un guide spécifique pour les collectifs.
- **Se rendre aux rassemblements du 2 septembre.** Ce jour-là, Jour de Ceuta, des rassemblements citoyens ont lieu dans plusieurs villes espagnoles en soutien à la ville autonome, à 20 heures devant les mairies. L'association encourage à s'y rendre avec les drapeaux de l'initiative.
- **Se rendre à la II^e Marche pour la Dignité.**



L'une des images reconstituées que l'initiative met à disposition des citoyens pour sa diffusion. Le bouche-à-oreille est le seul moyen de propagation de l'initiative.

Que se passe-t-il si le 15 novembre arrive sans convocation

L'association n'annonce pour l'instant aucune mesure concrète pour le lendemain, mais sa position est claire : si le délai expire sans décret, la mobilisation citoyenne se poursuivra et s'intensifiera, toujours de façon pacifique et dans le cadre de la légalité. Elle n'exclut pas qu'elle atteigne une ampleur capable de paralyser le pays.

Qui est derrière

Sociedad Civil Española rassemble plus d'une centaine d'associations de toute l'Espagne. Née sous le nom de Plataforma por la España Constitucional, elle défend depuis des années le cadre constitutionnel en vigueur, l'unité de l'Espagne et la séparation des pouvoirs.

Le comité de coordination et de presse de cette initiative est composé de Marcos de Quinto, Alejo Vidal-Quadras, Amalio de Marichalar, Joaquín Villanueva, Fernando Mut, Pilar Martínez, Carlos de Palma, María Calero-Velarde et Ignacio Trillo.

Les règles de l'initiative

Aucun vote n'est demandé pour qui que ce soit. L'initiative ne soutient aucune candidature. Sa demande est que l'on vote, pas pour qui voter, et sur ce point se rejoignent des personnes qui ont voté très différemment lors des dernières élections, y compris des électeurs du gouvernement lui-même. L'opportunité de convoquer des élections est défendue depuis des mois depuis des positions très éloignées les unes des autres, à l'intérieur et à l'extérieur de l'arc parlementaire, et jusque dans l'entourage politique de l'exécutif et parmi ses partenaires.

Sans sigles. Les affiches ne portent ni logos, ni marques, ni sigles d'aucune sorte, et c'est la seule condition pour les utiliser : personne ne peut y ajouter les siens.

Il n'y a pas de caisse commune. Les fichiers sont mis à la disposition de tous ceux qui veulent participer, et chacun produit et paie le matériel qu'il décide d'afficher, chez son imprimeur, sa reprographie ou chez lui. L'initiative ne vend rien, ne collecte rien et n'a pas de compte propre. Les frais de coordination sont assumés par l'association grâce aux cotisations de ses membres.

L'affiche



Disponible en téléchargement gratuit sur reiniciaespana.org, en plusieurs formats et tailles.

L'affiche porte les mots **ELECCIONES YA** (« élections maintenant »), **REINICIA ESPAÑA** (« redémarre l'Espagne ») et **ULTIMÁTUM CIUDADANO: 15N** (« ultimatum citoyen : 15 novembre »), suivis de la ligne « iniciativa 100 % citoyenne · sans logos · reiniciaespana.org ».

Usage libre de l'affiche

Les médias peuvent reproduire et diffuser l'affiche de l'initiative **sans demander d'autorisation et sans frais**, en Espagne et à l'étranger. Deux conditions : qu'elle soit reproduite sans modification et que Reinicia España soit citée comme source.

Il s'agit de deux usages distincts et tous deux sont autorisés. **Usage éditorial** : illustrer une information, un reportage ou une tribune avec les images et l'affiche. **Espace offert** : publier l'affiche comme annonce, sur papier ou en ligne, en cédant l'emplacement. Les fichiers sont prêts dans les formats habituels sur reiniciaespana.org/descargas.html.

La décision appartient entièrement au média. L'initiative ne paie pas cet espace, n'offre aucune contrepartie et ne tient aucun registre de qui publie.

Matériel pour les médias

Images en haute résolution, affiches imprimables et matériel graphique de l'initiative sur reiniciaespana.org/prensa.html

L'usage en est autorisé aux médias et aux créateurs de contenu, en Espagne et à l'étranger, à condition qu'il soit reproduit sans modification et en citant Reinicia España comme source.

Ce communiqué est disponible en six langues sur reiniciaespana.org/prensa.html. Les affiches et les images sur reiniciaespana.org/descargas.html.

CONTACT

Sociedad Civil Española
sociedadcivildeespana@gmail.com
Téléphone et WhatsApp : +34 682 008 139
sociedadcivilespanola.org
reiniciaespana.org